

Les lettres d'actualité – Etats-Unis

Faits marquants US - Écologie, Développement durable, Énergie et Transports

#2020-33

Par Jérôme Vouland

Le 18 septembre 2020

SOMMAIRE

ÉCOLOGIE – CLIMAT

- Les dramatiques incendies de la côte Ouest remettent le Climat au cœur du débat présidentiel
- La Californie annonce une accélération de ses efforts contre le changement climatique
- Une étude évalue l'impact cumulé des mesures de dérégulation des émissions actées par l'actuelle administration

TRANSPORT

- Boeing 737 MAX: un nouveau rapport parlementaire accablant pour Boeing et la FAA
- Coup d'arrêt pour le projet PPP de tramway Purple Line
- 25 Mds USD supplémentaires pour les compagnies aériennes ?

ÉNERGIE

- La FERC ouvre la voie aux sources d'énergies distribuées
- Le projet Alaska LNG passe l'évaluation environnementale
- L'énergie : secteur le plus touché par la crise selon Larry Kudlow

AGENDA

- 16 septembre au 8 octobre [ITS World Congress ALL ACCESS](#), organisé par ITS America, accessible intégralement en ligne
- 23 septembre: webinaire « [Villes de demain – Territoires de confiance](#) », organisé par la Mission pour la Science et la Technologie de l'Ambassade, 16-17h30 à Paris

ÉCOLOGIE - CLIMAT

Les dramatiques incendies de la côte Ouest remettent le Climat au cœur du débat présidentiel

Les incendies frappant la Californie, l'Oregon et l'Etat de Washington ont déjà consumé plus de 2 millions d'hectares dans les trois Etats selon les medias américains, représentant en cumulé une superficie supérieure à l'intégralité de l'Etat du New Jersey, ou près de deux fois l'Ile-de-France. Le candidat démocrate Joe Biden a dénoncé l'inaction de la Maison blanche, et le déni du président Trump qui refuse de voir un lien entre ces incendies, les vagues de chaleur et le changement climatique, l'accusant ainsi d'être un « pyromane du climat » (*climate arsonist*). Joe Biden déclarait le week-end dernier : « *La science est claire, et des signaux aussi meurtriers que ceux-ci sont indéniables - le changement climatique constitue une menace imminente et existentielle pour notre mode de vie. Le président Trump peut essayer de nier cette réalité, mais les faits sont indéniables. Nous devons absolument agir maintenant pour éviter un avenir défini par un flot continu de tragédies comme celle que vivent aujourd'hui des familles américaines dans l'Ouest* ».

De son côté, le Président Trump, en visite en Californie pour y rencontrer les autorités locales, a pour sa part maintenu son scepticisme quant au changement climatique, affirmant : « *je ne pense pas que la science sache réellement...ça finira par refroidir, vous verrez* ». Le Président estime que ces incendies sont la conséquence d'une mauvaise gestion des espaces forestiers par les autorités locales. Le Gouverneur de Californie Gavin Newsom (D) a insisté sur la réalité du changement climatique et rappelé au Président que 57% des terres boisées en Californie sont la propriété du gouvernement fédéral, contre 3% pour l'Etat de Californie, raison pour laquelle le gouvernement fédéral devait aider la Californie à assurer la gestion des forêts. ([Politico](#), [LA Times](#), [USA Today](#), [The Hill](#))

La Californie annonce une accélération de ses efforts contre le changement climatique

Le Gouverneur de Californie Gavin Newsom a annoncé le 11 septembre son souhait d'accélérer l'action de l'Etat pour lutter contre le changement climatique, alors que l'Etat est en proie à des incendies sans précédent, qualifiant les engagements actuels de l'Etat d'« *audacieux* », mais insuffisants.

« *L'Etat de Californie, bien qu'il soit en tête en matière de changement climatique, doit intensifier ses efforts* », a déclaré M. Newsom lors d'une conférence de presse. « *Bien qu'il soit bien d'avoir des objectifs pour arriver à 100% d'énergie propre d'ici 2045, cela ne suffit pas pour relever les défis auxquels cet Etat - et je dirais même cette nation - est confronté* » Le Gouverneur demande à ses secrétaires en charge de la protection de l'environnement, et des ressources naturelles d'analyser les engagements existants et de trouver des moyens pour les « *accélérer tous dans tous les domaines* ». ([LA Times](#))

Une étude évalue l'impact cumulé des mesures de dérégulation des émissions actées par l'actuelle administration

Le démantèlement des réglementations pro-climat de l'ère Obama par l'actuelle administration Trump pourrait amener les États-Unis à rejeter 1,8 milliard de tonnes supplémentaires de gaz à effet de serre dans l'atmosphère d'ici 2035 d'après une [étude](#) du centre de recherche sur le climat The Rhodium Group. L'étude examine l'impact potentiel de chacune des réglementations affaiblies ou annulées depuis début 2017 sur les émissions cumulées des États-Unis, telles que les nouveaux standards d'émissions des véhicules légers, l'annulation du *Clean Power Plan* et son remplacement par le *Affordable Clean Energy rule*, la dérégulation des gaz réfrigérant (HFC) et des fuites de méthane de l'industrie pétrolière et gazière. L'étude conclut que si ces mesures restaient en place, les émissions américaines dans 15 ans seraient supérieures de 3 % à ce que les projections actuelles indiquent. ([Politico](#))

Le chiffre de la semaine : 1,5 Mds USD

Il s'agit du montant total que le constructeur automobile allemand Daimler et sa filiale Mercedes-Benz USA ont accepté de régler pour solder le litige les opposant à l'administration fédérale américaine et la Californie qui les accusent de fraudes aux émissions pour la vente de plus 250 000 véhicules entre 2009 et 2016. L'accord prévoit notamment le règlement d'une amende au civil de 875 millions de dollars, la deuxième plus importante jamais imposée, le rappel et réparation de 250 000 véhicules, et des contributions financières à différentes opérations de compensation. ([CBS News](#))

TRANSPORT

Boeing 737 MAX: un nouveau rapport parlementaire accablant pour Boeing et la FAA

La commission Transport et Infrastructure (T&I) de la Chambre a publié cette semaine le [rapport](#) concluant sa vaste enquête de 18 mois sur le Boeing 737 Max et son processus de certification. Le rapport de 245 pages, produit par les équipes de la majorité démocrate de la commission, accable Boeing et la *Federal Aviation Administration* (FAA) pour les deux crashes de l'appareil survenus en octobre 2018 et mars 2019, et ayant entraîné la mort de 346 personnes. Il documente précisément ce qu'il dit être « *un inquiétant modèle de décisions techniques erronées et de mauvais choix de management* » par Boeing, combiné à « *de nombreux dysfonctionnements en matière de supervision et de responsabilité par la FAA* ». « *Les accidents de Max ne sont pas le résultat d'une défaillance isolée, d'une erreur technique ou d'un incident mal géré* », indique le rapport. Au contraire, « *ils ont été le résultat dramatique d'une série de suppositions techniques erronées des ingénieurs de Boeing, d'un défaut de transparence de la part de la direction de Boeing et d'une supervision nettement insuffisante de la part de la FAA* ». L'enquête identifie cinq catégories distinctes de problèmes ayant affectés la conception, le développement et la certification de l'appareil : (i) des pressions sur la production qui ont compromis la sécurité de l'appareil, (ii) des hypothèses erronées et une conception défaillante, (iii) une culture de dissimulation d'informations critiques au sein de Boeing, (iv) des conflits de représentation au sein de la structure de supervision de la sécurité, et (v) l'influence prépondérante de Boeing sur la structure de supervision de la sécurité de la FAA. Peter DeFazio (D-Ore), Président de la Commission T&I indique dans le [communiqué](#) qu'il « *est essentiel que [ce] rapport donne au Congrès une feuille de route sur les mesures que nous devons prendre pour renforcer la sécurité aérienne et la transparence réglementaire, accroître la supervision fédérale et améliorer la responsabilité des entreprises afin de garantir que l'histoire du Boeing 737 MAX ne se répète plus jamais* ». ([NPR](#))

Boeing 737 MAX – Avancées des discussions législatives sur la certification

La Commission sénatoriale du commerce, dirigée par le Sénateur Roger Wicker (R-Miss) fait avancer son projet de législation bipartisan qui apporterait des changements au processus de certification des avions neufs, notamment en exigeant que la FAA approuve les employés de Boeing travaillant sur la certification de sécurité. De son côté, la Commission Transport et Infrastructure (T&I) de la Chambre poursuit également son travail sur un projet de loi plus agressif que celui du Sénat, qui réviserait profondément le processus de certification et de délégation d'autorité de la FAA (*Organization Designation Authorization - ODA*), sans pour autant le supprimer. Rappelant que la FAA et Boeing sont arrivés à la conclusion que la certification du MAX

était « *conforme* », Peter DeFazio, président de la commission T&I souligne que « *le problème est qu'il était conforme mais pas sûr, et des gens sont morts. De toute évidence, le système est inadéquat* ». ([Politico](#))

Coup d'arrêt pour le projet PPP de tramway Purple Line

Un juge du Maryland a décidé jeudi 10 septembre d'autoriser le concessionnaire de la *Purple Line*, un projet de ligne de tramway de 26 km dans la banlieue nord de Washington, DC, à se retirer du projet en raison de différends l'opposant à l'État du Maryland concernant notamment des surcoûts non rémunérés d'environ 800 millions de dollars. La décision permet de défaire le contrat de PPP, d'une durée de 36 ans, et porte un coup d'arrêt à l'un des premiers projets de tramway réalisé selon cette modalité contractuelle aux Etats-Unis. La décision n'empêche toutefois pas la *Maryland Transit Administration* (MTA) d'essayer de trouver un accord sur les dépassements de coûts pour sauver le partenariat de 5,6 milliards de dollars avec le consortium concessionnaire *Purple Line Transit Partners* (PLTP), dont le gestionnaire d'actifs français Meridiam fait partie. Les responsables du MTA ont toutefois déclaré que l'État achèverait la ligne de tramway même si le concessionnaire se retirait, mais que cela entraînerait un à deux ans de retard supplémentaires. Le projet devait initialement être livré en mars 2022, toutefois le concessionnaire faisait déjà valoir un retard de plus de 2 ans et demi. ([Washington Post](#))

25 Mds USD supplémentaires pour les compagnies aériennes ?

Le directeur de cabinet du Président Trump, Marc Meadows, qui rencontrait le 17 septembre les compagnies aériennes, a indiqué que le Président soutenait l'idée d'un paquet de relance complémentaire qui inclurait une aide pour les compagnies aériennes. Les CEO d'American Airlines et de Southwest Airlines ont souligné la nécessité de prolonger de six mois du *Payroll Support Program* (PSP) inclus dans le CARES Act de mars dernier, afin de sauvegarder les emplois au-delà du 30 septembre. Les compagnies aériennes espèrent pouvoir bénéficier de 25 Mds USD supplémentaires. Après la rencontre, Marc Meadows a déclaré : « *Comparé à 1,5 trillion de dollars, [25 milliards de dollars] est un montant assez faible d'aide supplémentaire qui pourrait potentiellement maintenir 30 à 50.000 personnes au travail*. » ([The Hill](#))

Le chiffre de la semaine : 61%

Il s'agit de la proportion des autorités de transport public qui envisagent de réduire les niveaux de services et leurs effectifs dans les prochains mois si elles ne reçoivent pas d'aides fédérales complémentaires pour faire face à la crise. 45% envisagent de différer ou annuler leurs projets d'investissements. Les autorités de transport public réclament une aide d'au moins 32 Mds USD au Congrès. ([MassTransit](#))

ÉNERGIE

La FERC ouvre la voie aux sources d'énergies distribuées

La Commission fédérale de régulation de l'énergie (FERC) a voté le 17 septembre à 2 voix contre 1 pour supprimer les obstacles restreignant l'accès au marché de l'énergie aux ressources énergétiques distribuées (*Distributed Energy Resources – DER*) tels que les toits solaires de particuliers. L'ordonnance 2222 permet aux DER de participer aux marchés régionaux de gros de l'énergie, leur ouvrant ainsi une nouvelle voie pour un développement potentiel de ce secteur. Les ressources énergétiques distribuées peuvent inclure le stockage de l'électricité, la production distribuée de type solaire, les programmes de réponse à la demande, l'efficacité énergétique, les véhicules électriques et même les appareils intelligents. Les gestionnaires de réseaux régionaux doivent désormais réviser leurs tarifs pour permettre aux DER de se regrouper et de participer aux marchés. ([E&E News](#))

Le projet Alaska LNG passe l'évaluation environnementale

La *National Oceanic and Atmospheric Administration* (NOAA) a approuvé le 16 septembre un permis fédéral pour un projet de terminal d'exportation de gaz naturel liquéfié en Alaska, une étape réglementaire clé pour ce [projet](#) comprenant également un gazoduc de plus de 800 miles (près de 1300 km) traversant l'Alaska de nord en sud. Cette autorisation constitue la dernière étape du processus d'autorisation environnementale avant que la Commission fédérale de régulation de l'énergie (*Federal Energy Regulatory Commission – FERC*) n'autorise *Alaska Gasline Development Corp.* à engager sa réalisation. Le *Federal Permitting Improvement Steering Council*, une commission fédérale inter-administrations ayant pour mission de suivre le processus d'autorisation des projets d'infrastructures, précise dans un [communiqué](#) que le projet soutiendrait jusqu'à 19 000 emplois permanents et temporaires. Le projet est toutefois à l'arrêt depuis l'an passé suite au retrait de plusieurs investisseurs, après une réévaluation des coûts à la hausse, en raison notamment des droits additionnels sur l'acier imposés par l'administration fédérale. Le promoteur du projet, dont l'Etat d'Alaska est le principal actionnaire, n'a pas encore annoncé la date à laquelle il prendra la décision finale pour cet investissement de plus de 38 Mds USD. ([Politico](#))

L'énergie : secteur le plus touché par la crise selon Larry Kudlow

Le conseiller économique de la Maison Blanche, Larry Kudlow, a déclaré le 17 septembre lors d'un symposium du département de l'énergie sur le gaz naturel qu'il n'y avait « *aucun secteur plus touché que celui de l'énergie* » par le ralentissement économique causé par la pandémie de coronavirus, une affirmation probablement un peu excessive considérant que plusieurs autres secteurs de l'économie ont été au moins aussi durement touchés. Après avoir atteint des plus bas historiques au printemps, dont des prix négatifs, le prix du baril a depuis lors remonté à environ 40 dollars, un seuil de rentabilité pour de nombreuses compagnies pétrolières, mais toujours en dessous de la barre des 50 dollars d'avant la pandémie. L'événement a aussi été l'occasion pour critiquer les propositions du candidat démocrate Joe Biden, laissant entendre que les plans de ce dernier « *feraient beaucoup de mal, à l'énergie à l'économie aux emplois et ainsi de suite* ». ([The Hill](#))

Suspension temporaire de la nouvelle réglementation sur les émissions de méthane

Un panel de trois juges fédéraux a prononcé une pause procédurale suspendant temporairement la nouvelle réglementation de l'Agence de protection de l'environnement (EPA), finalisée le mois dernier, qui annule les exigences visant à réglementer les émissions de méthane provenant de la production, du traitement, du transport et du stockage du pétrole et du gaz actée en 2016. La règle annule également les normes qui réglementent les composés organiques volatiles provenant de la production et du stockage du pétrole et du gaz. Cette suspension temporaire doit laisser le temps à la cour d'examiner sur le fond le [recours](#) intenté par une coalition de 24 Etats et gouvernements locaux contre cette nouvelle réglementation. L'étude d'impact estimait que la mesure devrait conduire à l'émission de 450 000 tonnes supplémentaires de méthane et de 120 000 tonnes de composés organiques volatiles sur une période de dix ans. ([The Hill](#))

Le chiffre de la semaine : 10 à 12 ans

Il s'agit du nombre d'années avant que l'on atteigne le « *peak oil* » d'après le spécialiste du secteur de l'énergie Daniel Yergin, Vice chairman de IHS Markit. ([Politico](#))



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional des Etats-Unis.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication. Ce document a été élaboré sous la responsabilité de la direction générale du Trésor et ne reflète pas nécessairement la position du ministère de l'Économie et des Finances.

Editeur :

Service Économique Régional des Etats-Unis
Ambassade de France aux Etats-Unis
4101 Reservoir Road, Washington, DC 20007
www.frenchtreasuryintheus.org

Articles rédigés par : Jérôme Voulard

Revu par : Jonathan Gilad

Date de parution : 18 septembre 2020

Abonnement/désabonnement : [par email](#)